

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 15 avril 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL AGRI COMPOST ENVIRONNEMENT**

107 Route d'Objat  
19240 Allassac

**Références : 2026-04-15 UiD192026-0045r georisques**  
Code AIOT : 0006002992

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement SARL AGRI COMPOST ENVIRONNEMENT implanté 107 Route d'Objat 19240 Allassac. L'inspection a été annoncée le 01/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 21 novembre 2025 concernant le respect des prescriptions relatives à l'activité de compostage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL AGRI COMPOST ENVIRONNEMENT
- 107 Route d'Objat 19240 Allassac
- Code AIOT : 0006002992
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Agri Compost Environnement exploite une plateforme de compostage et de préparation de bois destiné à la biomasse, ainsi que des activités de transport.

La mise en demeure porte sur des installations relevant des rubriques 2780-1c et 2780-2c de la nomenclature des ICPE. L'activité de compostage est soumise au régime de la déclaration et doit, à ce titre, respecter notamment les prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 17 juin 2011.

La visite de suivi a été réalisée dans ce cadre réglementaire.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Enregistrement des sorties de déchets et de compost	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales - Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1 article 1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Exploitation - Propreté	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 3.4	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Accessibilité en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1- article 2.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 - article 2.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 2.11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 21 novembre 2025 portait sur trois points relatifs au respect des prescriptions applicables aux activités de compostage :

- la mise en place de structures en béton destinées au maintien du compost ;
- l'élimination ou la valorisation des déchets présents sur le site et sans lien avec l'activité de l'installation ;
- revoir la défense incendie du site en prenant en compte les panneaux photovoltaïques.

L'exploitant a mis en œuvre les mesures correctives demandées. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales - Conformité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article Annexe 1 article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales - Conformité de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la déclaration. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et des organes associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan actualisé de l'installation ;</li><li>- les quantités d'engrais inorganiques présentes sur le site, accompagnées des fiches de caractérisation des produits, ainsi que le volume stocké au moment de l'inspection du 18 septembre 2025.</li></ul> <p>Lors du présent contrôle, il a été constaté que les zones de stockage présentes sur le site sont conformes à celles figurant sur le plan de l'installation.</p> <p>Il apparaît que l'exploitant a répondu aux attentes de l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exploitation - Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation - Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :10/03/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 26 février 2026, l'exploitant a informé l'Inspection de la remise en place des cloisons en béton derrière le compost avec une photographie attestant de cette intervention. Lors de la visite, l'Inspection constate que les blocs de béton nécessaires au maintien du compost sont en place et que l'exploitant a procédé au désencombrement du site, notamment par l'évacuation d'objets et de matériaux présents lors de la précédente inspection et non indispensables à l'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Accessibilité en cas de sinistre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1- article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité en cas de sinistre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/03/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Toutes les dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide des secours et leur accès aux zones d'entreposage des matières ou des déchets.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection les bordereaux de suivi des déchets n° BSD-20251113-N4VHQX26E, BSD-20251113-JEH1TWXGJ et BSD-20251113-S9RAVYH3R, correspondant à l'enlèvement de cuves de produits chimiques, notamment le chlorure ferrique et la lessive de soude. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les bidons bleus présents lors de l'inspection du 18/09/2025 ont été évacués. L'exploitant a également fourni la fiche de travail relative à l'enlèvement d'une benne de bidons de ferraille, datée du 19/12/2025. L'exploitant a procédé au désencombrement du site, évacuant les objets et matériaux non indispensables à l'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 - article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis l'attestation de conformité de l'installation de production sans dispositif de stockage de l'énergie électrique (panneaux photovoltaïques.), datée du 06/02/2024.</p> <p>De plus, le dernier compte-rendu de vérification périodique des installations électriques, en date du 28/02/2026, a été présenté le jour de l'inspection. Il indique qu'une vérification complète des installations électriques de l'établissement, incluant une coupure totale, a été effectuée. La conclusion du rapport précise que l'installation ne présente pas de risques d'incendie et/ou d'explosion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection, la majorité des zones nécessaires à l'écoulement des eaux de ruissellement vers le bassin de rétention (lagune) étaient dégagées.</p> <p>Néanmoins, une zone située à droite de la lagune, entre celle-ci et le stockage de déchets verts, ne permet pas un écoulement libre des eaux vers le bassin. L'exploitant a indiqué avoir nettoyé les zones de circulation, ce qui a entraîné la formation d'un dépôt de matière d'environ 10 cm de hauteur sur ce côté, empêchant l'écoulement des eaux. La présence de jus stagnant a été constatée sur cette partie du site.</p> <p><b>La vigilance de l'exploitant doit se poursuivre sur ce point afin de garantir un écoulement régulier des eaux de ruissellement vers le bassin de rétention.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article annexe 1 article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/03/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures . A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</li></ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau mentionnée au premier alinéa ci-dessus.</p> <p>En cas d'installation de systèmes automatiques d'extinction d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le SDIS a émis le rapport de visite du 10/12/2025, qui reprend les préconisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La défense incendie du site est assurée par une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> (réserve souple privée) située à l'entrée du site. Cette réserve est considérée comme suffisante au regard du risque à défendre. Néanmoins, l'accès à la réserve doit être maintenu en tout temps.</li><li>• L'exploitant a été conseillé sur le positionnement d'extincteurs à proximité des bâtiments.</li></ul> <p>Lors de l'inspection, la présence de trois extincteurs fixes sur le mur extérieur du bâtiment de stockage du bois a été constatée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 7 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-68
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article R.181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R.516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R.512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir pour projet de vendre son installation.  Dans le cadre de la cession d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), le changement d'exploitant constitue une démarche administrative obligatoire. Conformément à l'article susmentionné, le nouvel exploitant devra déclarer cette reprise au préfet dans un délai d'un mois suivant la prise en charge effective de l'exploitation. Cette formalité ne constitue pas une nouvelle déclaration ICPE, mais un transfert des droits et obligations attachés à l'installation. À compter de la date de reprise, le nouvel exploitant devient responsable du respect de l'ensemble des prescriptions applicables, notamment celles issues du régime de la déclaration et des arrêtés ministériels en vigueur.  Par ailleurs, en cas de modification des installations, des capacités ou des conditions d'exploitation, une nouvelle déclaration ou un changement de régime peut être requis. En fonction des modifications apportées, celles-ci peuvent relever d'une simple mise à jour du dossier de déclaration ou entraîner un basculement vers un régime d'enregistrement ou d'autorisation environnementale, impliquant le dépôt des dossiers correspondants.  Il est également rappelé que l'ancien exploitant doit veiller à transmettre l'ensemble des documents réglementaires et techniques nécessaires à la bonne reprise de l'exploitation (récépissé de déclaration, prescriptions applicables, plans et éléments de suivi environnemental).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Enregistrement des sorties de déchets et de compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan 2025
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un bilan annuel de la production de compost, que ce dernier soit mis sur le marché, distribué gratuitement, valorisé ultérieurement ou éliminé en tant que déchet. [...]
<b>Constats :</b> Le dernier bilan disponible est celui de l'année 2024. Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant le bilan portant sur l'année 2025. L'exploitant a indiqué qu'il était en cours de rédaction. Une fois finalisé, ce document devra être transmis à l'Inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le bilan 2025 doit être transmis à l'Inspection sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois